

# LA GRÈCE (ET L'EUROPE) À LA CROISÉE DES CHEMINS

Cinq années après la mise sous tutelle de la Grèce par la Troïka (Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) et l'imposition d'un premier paquet de mesures d'austérité, la Grèce est un pays économiquement et socialement dévasté par la crise.

Dossier réalisé par Denis Desbonnet, Arnaud Lismond-Mertes et Guéric Bosmans (CSCE)

**D**urant ces cinq années de mise sous tutelle, la Grèce a connu des mouvements sociaux de grande ampleur : grèves générales, occupations de places, etc. Aucun pays membre de l'Union européenne n'a connu une telle récession depuis la Seconde Guerre mondiale. Le paysage politique est aujourd'hui profondément bouleversé, avec la disparition presque totale du Pasok (le Parti socialiste grec) et l'arrivée au premier plan de Syriza, une formation politique qui se définit « de gauche radicale ». Après les élections de janvier 2015, qui ont porté Syriza au pouvoir, c'est la première fois que l'Union européenne compte un État membre dont le Premier ministre appartient à la Gauche unitaire européenne.

Le nouveau gouvernement d'Alexis Tsipras est aujourd'hui mis sous haute tension. D'une part, l'Union européenne exige que la Grèce honore l'ensemble de sa dette, et conditionne l'ouverture de crédits à la poursuite des politiques d'austérité. De l'autre, ses électeurs attendent qu'il respecte ses engagements électoraux : la remise en cause de la « dette illégitime », et la mise en œuvre d'une politique de relance.

Tous les peuples d'Europe sont concernés par ce qui se passe en Grèce, car c'est également leur avenir et celui de l'Union européenne qui s'y jouent. Le 30 mars dernier, Edgar Morin déclarait : « On verra plus tard que l'abandon de la Grèce sera aussi grave que

*l'abandon de la République espagnole. »*

Comprendre ce qui se passe en Grèce est un préalable nécessaire à toute solidarité effective. *Ensemble !* publie dans ce numéro l'interview de différents acteurs politiques grecs que nous avons rencontrés : Manolis Glezos, ancien résistant aujourd'hui

député européen de Syriza ; Giorgos Karatsioubanis, membre du département de politique européenne de Syriza, qui suit directement les négociations avec l'Union ; Panagiotis Sotiris, professeur de philosophie politique et dirigeant d'Antarsya, une petite formation de gauche radicale extérieure à Syriza. En guise d'introduction, un de nos collaborateurs partage son carnet de voyage à Athènes. □



## REPÈRES

**La politique d'austérité en Grèce c'est ...**

**1.000.000 pertes d'emploi**

- 30 % des entreprises **fermées**
- 38 % de **baisse** des salaires
- 45 % de **baisse** des retraites
- 25 % de **baisse** du PIB
- 30 % de **baisse** du revenu des ménages
- 42,8 % d'**augmentation** de mortalité infantile
- 190,5 % d'**augmentation** du chômage
- 272,7 % d'**augmentation** du taux de dépression
- 35,5 % d'**augmentation** de la dette publique
- 84,3 % de **réduction** de l'activité de construction
- 98,2 % d'**augmentation** du taux de pauvreté

**2 personnes se suicident chaque jour**

Chiffres et références détaillés sur :  
[www.oceanews.fr/20140507-austerite-en-grece-tous-les-chiffres](http://www.oceanews.fr/20140507-austerite-en-grece-tous-les-chiffres)

### Les moments-clés de la crise Grecque

**Octobre – décembre 2009** : Elections et retour au pouvoir du Pasok. Le déficit budgétaire et la dette publique s'avèrent plus importants qu'annoncé par le gouvernement sortant (déficit de 12,7% et dette de 272 milliards). Dégradation de la note de la dette de la Grèce par les agences de notation. Plus d'accès de la Grèce au crédit privé.

**Janvier – mars 2010** : Premières mesures d'austérité (augmentation TVA, gel des embauches et des salaires dans le secteur public, hausse des accises, ...). A partir de ce moment, la Grèce est tenue de rendre régulièrement des comptes à la Commission européenne.

**Mars 2010** : Nouveau paquet de mesures d'austérité : réduction drastique des treizième et quatorzième mois des fonctionnaires, hausse de la TVA, gel des retraites.

**Mai 2010** : L'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) prêtent 110 milliards à la Grèce pour lui permettre de faire face à sa dette. Ce prêt est conditionné à des mesures d'austérité (le fameux Memorandum I) : gel des salaires des fonctionnaires, allongement des carrières, nouvelle hausse de la TVA,...

**Juillet 2010** : Vaste réforme des retraites : réduction de 7% du montant

# LE CALME... AVANT LA TEMPÊTE ?

Notes de voyage à Athènes, avril 2015

Denis Desbonnet

Lorsqu'on arpente les rues des quartiers des plus courus aux plus populaires et excentrés d'Athènes, on a peine à croire qu'elle est la capitale d'un pays qui sort à peine d'une situation quasi insurrectionnelle, et dont la population a connu un appauvrissement effarant, en quelques années de diète d'une brutalité inouïe.

Des jeunes en bande, plutôt bien mis, sirotent leur café frappé – rafraîchissante boisson nationale – aux terrasses des cafés. Les commerces de marque ne désemplissent pas. On se croirait presque dans une cité prospère, tranquille et sans histoire. Certes, nous sommes arrivés à Athènes à Pâques, une période de congés durant laquelle beaucoup de Grecs partent dans leur résidence secondaire à la campagne. Surprenant, dans un pays pauvre ? L'explication serait la suivante : le peuple grec est historiquement composé de paysans où, dans pas mal de familles, même les plus humbles et/ou endettées, on hérite de génération en génération d'un petit patrimoine ancestral.

A la sortie de quelques stations de métro, on croise des vendeurs de journaux pour SDF, dûment « patentés » avec leur carte plastifiée en sautoir. Ils tentent d'écouler leur stock, mais plutôt discrètement et sans grande conviction. Des jeunes gens me proposent des briquets et des feutres. On est loin toutefois du nombre, toujours croissant et plus visible, de sans logis et d'hommes et de femmes de tous âges qui font la manche, dans les rues de Bruxelles, Namur ou Liège...

### La famille, la débrouille et la pudeur...

Nos interlocuteurs grecs expliquent ce paradoxe de la sorte : énormément de Grecs recourent à la solidarité fa-

miliaire pour joindre les deux bouts. Les traditions « claniques » restent vivaces dans ce pays, qui était encore majoritairement rural il y a quarante ans. Chez ce peuple qui nourrit une grande fierté nationale, la mendicité au sens strict est très mal vue. Percue comme une vraie déchéance, elle serait dès lors « réservée » – et assimilée – aux seuls Roms, presque universellement méprisés. Plus fondamentalement, la véritable misère, en tout cas la plus aiguë, serait par définition invisible, car littéralement cachée : la honte, le repli sur soi et, surtout, le manque absolu de ressources interdisent toute « sortie ». Ceux qui en sont victimes resteraient donc terrés chez eux.

### Des traces du mouvement social

Le formidable mouvement social d'occupations des places et des rues, cette entraide sociale spectaculaire qui investissait les trottoirs des quartiers populaires, toute cette créativité prodigieuse alliant résistance et solidarité locale, qui nous avait tant

**La véritable misère, en tout cas la plus aiguë, est invisible, littéralement cachée.**

enthousiasmé depuis la Belgique, tout cela s'est littéralement évanoui. Comme un grand vide. Telle est l'autre évidence qui saute aux yeux du voyageur que nous sommes.

Certes, on savait que, malgré son incroyable vigueur et son courage, cette insurrection populaire pacifique, multiforme et féconde s'était épuisée face au mur de béton opposé par le gouvernement Samaras et ses « commanditaires » européens. Seules traces de ce passé récent et glorieux : les nombreuses affiches, parfois ré-

centes, difficiles à déchiffrer pour l'étranger qui ne maîtrise pas l'alphabet grec, mais qui annoncent manifestement des débats, des fêtes, des manifestations, des rassemblements et autres happenings syndicaux, antifascistes, antifascistes ou féministes. Et les nombreux tags politiques exhortant au réveil (« Wake Up ! »), qui fleurissent sur les murs, les viaducs et les immeubles à l'abandon.

L'impression donnée par cette grande ville, désertée tant par les manifestants que par les uniformes, est diamétralement opposée aux images d'une Grèce sous état de siège qui nous parvenaient quotidiennement d'Athènes, au fil des mobilisations monstres par lesquelles le peuple grec tentait de secouer le joug de la doxa austéritaire, face à des troupes de choc, casquées, bottées et bardées de boucliers, de matraques, de grenades lacrymogènes...

Quelques jours avant notre arrivée, une grande manifestation antiraciste s'était toutefois déroulée, en soutien aux migrants et aux sans-papiers. Une mobilisation à l'occasion de l'ouverture du procès de la direction

d'Aube dorée était annoncée pour après notre départ. De toute évidence, les vacances de Pâques ont accentué cette « trêve » militante qui nous a tant déconcerté...

### **Le calme avant la nuit noire ?**

Mais ce climat nonchalant et presque estival reflète aussi l'exténuation du mouvement social. L'attention se porte à présent, à tort ou à raison, sur

classique est K.O. debout, déchirée par des règlements de compte internes. Quant au Pasok, s'il survit encore, c'est dans un état de coma avancé. Mais les assassins d'Aube dorée, eux, restent en embuscade, et sont toujours crédités de près de 9 % des voix. Et ce en dépit des arrestations et poursuites judiciaires qui les frappent, suite au meurtre du chanteur Pavlos Fyssas, perpétré directement sur ordre du sommet du parti.

## **L'insurrection populaire pacifique, multiforme et féconde s'est épuisée face au mur opposé par le gouvernement Samaras et ses « commanditaires » européens.**

la sphère parlementaire et gouvernementale. Le gouvernement Tsipras est porteur d'attentes et d'espoirs immenses. Puissent-ils ne pas être (trop) déçus.

Certes, et malgré ses vociférations, l'opposition traditionnelle est aujourd'hui impuissante : depuis sa défaite électorale cinglante, la droite

Tous nos interlocuteurs, y compris de la direction de Syriza, en conviennent : en cas d'échec du gouvernement Tsipras, le parti néo-nazi en tirerait probablement un grand profit. La menace est loin d'être définitivement écartée. Comme le disait le dramaturge allemand Bertolt Brecht : « *Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde ...* » □

# **« DONNONS LE POUVOIR AU PEUPLE ! »**

Syriza doit d'urgence réaliser son engagement de « donner le pouvoir au peuple ». C'est le cri d'alarme lancé par Manolis Glezos, ancien résistant de la Seconde Guerre mondiale, élu en 2014 au Parlement européen avec plus de 400.000 voix de préférence.

Propos recueillis par Arnaud Lismond-Mertes et Denis Desbonnet (CSCE)



**L**e 30 mai 1941, engagé dans la résistance, Manolis Glezos monta au sommet de l'Acropole et déroba le drapeau nazi qui flottait sur la ville d'Athènes. Condamné à mort et emprisonné pour ses faits de résistance et ses opinions politiques durant la Seconde Guerre mondiale, la guerre civile grecque et la dictature des colonels, il passa au total onze

ans et quatre mois en prison, ainsi que quatre ans et six mois en exil. A 92 ans, ce vieux lutteur siège aujourd'hui comme député de Syriza au Parlement européen. Vif, alerte, engagé dans le coeur de l'action avec l'enthousiasme d'un jeune révolutionnaire de 17 ans, il ne se résigne à rien. Il voit dans la victoire de Syriza une opportunité historique pour



des pensions, recul de l'âge de départ à la retraite, suppression des départs volontaires, augmentation de la durée de cotisation des femmes.

**Décembre 2010 :** Baisse de salaires dans les entreprises publiques. Désormais, les accords d'entreprise prévalent sur les conventions collectives.

**Juin 2011 :** La Grèce doit une nouvelle fois faire appel à l'Union européenne pour faire face à son déficit. Un nouveau plan de rigueur est prévu par la Troïka (Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) : non-remplacement d'un départ à la retraite sur 5 dans la fonction publique, réduction de 10% du nombre de fonctionnaires contractuels, programme de privatisation d'entreprises publiques mais également abaissement du seuil d'imposition, création d'une taxe de solidarité pour les revenus supérieur à 12.000 euros par an.

**Août 2011 :** Vote d'une réforme des universités publiques, qui met fin à l'interdiction faite à la police d'y pénétrer et rend possible les financements privés

**Octobre 2011 :** Accord européen sur le nouveau plan d'aide européen et nouveau plan de mesures d'austérité : « mise en réserve » de 30.000 fonctionnaires (forme de chômage technique dans laquelle des fonctionnaires en fin de carrière ne touchent que 60% de leur salaire, sans garantie de réengagement) et baisse des salaires, gel des conventions collectives dans le secteur privé. Le Premier ministre G. Papandreou annonce la tenue d'un référendum sur ces mesures, proposition qu'il abandonne quatre jours plus tard. Une semaine après, M. Papandreou démissionne pour faire place à un gouvernement de coalition avec la droite.

**Février 2012 :** Vote par le Parlement grec du Memorandum II, acceptant les conditions imposées par la Troïka pour l'obtention du nouveau prêt prévu depuis juin 2011 : 22% de baisse du salaire minimum (32% pour les jeunes), nouvel affaiblissement du statut des fonctionnaires, baisse des retraites complémentaires...

**Mai et juin 2012 :** Deux élections, au terme desquelles la droite (Nouvelle démocratie) reprend le leadership et le poste de Premier ministre.

**Décembre 2012 :** Nouveau plan d'aide et nouvelles mesures d'austérité : baisse des salaires et des retraites, recul de l'âge de la retraite, suppression des dernières primes existantes et des augmentations à l'ancienneté, suppression de postes dans la fonction publique,



créer une véritable Europe des citoyens. Rencontre (1).

**Ensemble ! : Selon vous, qu'est-ce que c'est « l'Europe » ?**

**Manolis Glezos :** Que veut dire « Europe » ? Le mot Europé (ευρωπη) est formé de deux parties. La première *eurýs* (εὐρύς), signifie « large », « vague ». La seconde *óps* (ὄψ) signifie œil. Europe évoque une personne ouverte, qui a une vision large. L'opposé, c'est le cyclope (*kýklòps*): mot formé de *kýklos*, qui veut dire « cercle », et de *óps* (l'œil), c'est-à-dire une personne dont la vision est enfermée dans un cercle. Le cyclope n'a qu'un seul œil, il n'a qu'un champ de vision étroit. La civilisation des Cyclades, qui est la première civilisation d'Europe, a réussi à briser ce cercle et à inventer la spirale. Cela évoque le possibilité d'évoluer, de continuer à

Certains ont pensé que je m'opposais au nouveau gouvernement grec. C'est faux. Mais je sonne le tocsin, je leur dis « Attention ! » : les premières élections où Syriza s'est présenté, on faisait tout juste quatre pourcents des voix. Si on a fait un tel bond en avant, c'est parce qu'on a promis au peuple de lui donner le pouvoir.

**Et l'Union européenne telle qu'elle existe : la voyez-vous comme une ennemie pour l'Europe populaire que vous appelez de vos vœux, ou comme un cadre possible pour la construire ?**

Je ne dirais pas que c'est un ennemi, ni un obstacle. Néanmoins, c'est un certain type de pouvoir, avec toutes les conséquences que cela comporte. Un type de pouvoir qui doit disparaître pour être remplacé par le pouvoir effectif du peuple. Je ne dis

## « Mes camarades de Syriza mettent beaucoup trop de temps pour donner le pouvoir au peuple. »

aller en avant en profitant de l'expérience du passé. A ce moment-là, ils sont passé de « cyclopes » à « Européens ».

Les Grecs n'offriront pas l'Europe comme un cadeau... L'Europe est née en Grèce. L'Europe, c'est la perspective de libération pour tous les peuples. Cette Europe-là ne sera pas l'Europe de l'Otan, des USA ou de Mme Merkel. Ce n'est – et ne sera – pas une Europe des Etats, mais une Europe des peuples. Une Europe qui sera la propriété de tous les citoyens, qui sera un facteur de paix. Cette Europe-là n'existe pas aujourd'hui.

Notre engagement quotidien est de la créer. Une nouvelle fois, c'est en Grèce que cela commence : c'est le premier Etat en Europe où le peuple arrive au pouvoir. Je ne dis pas « est arrivé au pouvoir », mais bien « arrive » : qui est sur le chemin du pouvoir.

C'est pourquoi je suis parfois opposé à mes camarades de Syriza en Grèce. Parce qu'ils mettent beaucoup trop de temps pour donner le pouvoir au peuple. Si on ne met pas le peuple au pouvoir, cela signifiera qu'on a pas réussi à faire quelque chose d'important. Cela signifiera, non seulement l'absence de progrès de l'Europe, mais également des résultats qui la ramèneraient un demi-siècle en arrière.

pas qu'il faut tuer les dirigeants européens actuels, ni même les mettre en prison... Mais il faut une refonte radicale de l'organisation du pouvoir de l'Union européenne pour donner le pouvoir au peuple

Je vais vous donner un exemple récent. Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, avait décidé de confier le poste de Commissaire à l'Education et à la Culture à Monsieur Navracsics. Pour diverses raisons, les parlementaires de la commission Culture et éducation du Parlement européen ont refusé cette désignation. Malgré ce rejet collectif, Juncker est passé en force et a imposé son candidat. Qui a donné un tel pouvoir de décision à M. Juncker ?

**Les traités qui fixent l'organisation de l'Union européenne n'empêchent-ils pas toute évolution ?**

La question est de savoir ce qui peut arriver si les autres pays rejoignent les Grecs dans leur combat face aux instances de l'Union européenne. Ce ne sera pas une voie facile. Mais il y aura bientôt des élections au Portugal, puis en Espagne



et dans les autres pays d'Europe. Si on parvenait à obtenir une majorité de gauche comme en Grèce dans l'Europe des quinze, voire des vingt-huit pays membres, c'en serait fini de cette Union européenne antidémocratique.

Pourquoi je pense que c'est possible? Parce que, tous les jours, je rencontre des citoyens, des journalistes, je discute tout le temps... Pas une seule personne ne me dit : « J'aime bien que quelqu'un d'autre décide à ma place. » Je leur explique que ce rejet n'est que la moitié du chemin. L'autre moitié, c'est la nécessité de participer aux centres de décision, là où la politique se détermine. C'est le principal problème en Europe, mais aussi à l'échelle mondiale.

Lors de rencontres avec des camarades espagnols de Podemos, je leur ai demandé ce que cela signifiait « Podemos » (« Nous pouvons »). Ils m'ont répondu qu'il fallait changer de gouvernement en Espagne. Mais qu'est-ce que ça veut dire ? S'ils ne remplacent pas le gouvernement actuel par un gouvernement du peuple, ils n'atteindront pas leur but. Ils prendraient le pouvoir, mais ils seraient comme les autres.

Que s'est-il passé avec la création de

l'Union soviétique ? Le gouvernement a changé et a été remplacé par un gouvernement socialiste. Tous les citoyens ont pu bénéficier d'un certain nombre de services publics et de la couverture d'un certain nombre de besoins fondamentaux du berceau au tombeau, en matière d'éducation, de santé... Pourquoi ce type de gouvernement n'est-il pas resté au pouvoir ? Parce que le parti prenait les décisions pour tout et pour tous. Ce n'est pas le peuple qui prenait les décisions. Le parti communiste avait également pris le pouvoir à Chypre. Pourquoi ne s'y est-il pas maintenu ? Parce que, là encore, le Parti n'a pas remis le pouvoir au peuple. De même, si Syriza ne remet pas le pouvoir au peuple, il ne restera pas au gouvernement.

**Sous quelle forme un tel « pouvoir populaire » pourrait-il être instauré ? Au niveau grec comme au niveau européen, il existe un cadre légal, institutionnel, très contraignant...**

Il faut montrer sans ambiguïté que nous sommes contre ce type de « cadre ». C'est ça, la révolution ! C'est ce type de révolution qui est nécessaire. Malheureusement, ce n'est pas ce que nous avons fait jusqu'ici.

Je vous donne un autre exemple. Sur



*Manolis Glezos : cet infatigable résistant en appelle à une Europe des peuples et non des Etats.*

la question de l'ERT, la télévision publique grecque, j'ai été en désaccord avec mes camarades de Syriza. Le gouvernement précédent, celui de Samaras, avait fermé cette institution publique, très brutalement, avec l'aide de la police. Pourquoi ? Parce que cette télévision exprimait un point de vue différent de celui du gouvernement. Syriza avait tenté de s'opposer à ce coup de force, en participant aux manifestations de protestation, en se solidarisant avec les employés licenciés, en soutenant la télévision alternative que les ex-employés avait créée via Internet, installée dans le bâtiment faisant face à l'ancienne ERT... Syriza a également

**« Il faut montrer sans ambiguïté que nous sommes contre ce type de "cadre" légal et institutionnel qui nous cadennasse aux niveaux grec et européen. C'est ça, la révolution ! »**

supporté les autres stations régionales dans le pays que la police tentait également de fermer.

Mais ce n'est qu'aujourd'hui, trois mois après les élections et notre arrivée au gouvernement, que le projet de loi sur la réouverture de ce service public est présenté au Parlement.

Il aurait fallu agir beaucoup plus vite, la rétablir tout de suite !

Un autre aspect, qui peut paraître mineur, mais auquel je tiens : lors de la conférence de presse des employés de l'ERT consacrée à sa réouverture, j'ai plaidé pour que le futur conseil d'administration soit élu directement par l'ensemble

*"Syriza met trop de temps..."*



⇒ suppression totale des conventions collectives,...

**Juin 2013** : Fermeture unilatérale par le gouvernement de l'ERT (télévision publique).

**Janvier 2015** : Elections législatives anticipées, victoire du parti de gauche radicale Syriza (149 députés sur 300) mandaté sur un programme de rupture avec les Memoranda. Son leader, Alexis Tsipras, devient Premier Ministre.

**5 février 2015** : La Banque centrale européenne annonce qu'elle coupe les facilités d'emprunt accordées aux banques grecques.

**20 février 2015** : Accord de transition. Le nouveau gouvernement grec s'engage à ce que la Grèce honore ses obligations financières envers tous ses créanciers, pleinement et dans les temps. Les prêts de l'UE à la Grèce sont maintenus pour une période de quatre mois. Au terme de cette période (fin juin), la Grèce et l'UE devront trouver un accord sur la liste de réformes que le nouveau gouvernement grec s'engage à mettre en œuvre.

## Paysage politique et résultats des élections législatives en Grèce depuis 2007

La période 2007 – 2015 est globalement marquée par la quasi disparition du Pasok, l'essor au premier plan de Syriza, ainsi que l'émergence de nouveaux partis centristes et d'un parti néo-nazi.

### Législatives 2009

PASOK	43%
ND	33%
KKE	7%
LAOS	5%
SYRIZA	4%

### Législatives 2012 (Mai)

ND	18%
SYRIZA	16%
PASOK	13%
ANEL	10%
KKE	8%
XA	6%
DIMAR	6%

### Législatives 2012 (juin)

ND	29%
SYRIZA	26%
PASOK	12%
ANEL	7%
XA	6%
DIMAR	6%
KKE	4%

⇒ des travailleurs eux-mêmes, et non désigné par le gouvernement. Tous les députés présents, pas seulement de Syriza, se sont déclarés en faveur d'une telle autogestion. Mais le projet de loi actuel est revenu sur cet engagement et prévoit que le Conseil d'administration sera nommé par le gouvernement.

### Le personnel licencié de l'ERT ne sera pas rembauché de façon automatique, mais il devra présenter des examens. Qu'en pensez-vous ?

Ce processus d'évaluation est nécessaire. Beaucoup de personnes avaient été engagées à l'ERT sans avoir les compétences nécessaires. La question est : qui va opérer la sélection : le gouvernement ou les employés eux-mêmes ? Rendre le pouvoir au peuple, c'est donner une responsabilité aux employés.

Cette réappropriation du pouvoir par le peuple est-elle possible au niveau de l'Union européenne, alors qu'elle est institutionnellement verrouillée par des traités, et qu'il n'existe ni un « peuple européen », ni même un espace public unifié ?

A ce jour, il est assez difficile d'entrevoir une Europe des peuples. Tous les pays sont différents et ont une histoire propre. Par exemple, le système de santé est organisé de façon différente dans chaque pays, les relations sociales sont organisées de façon spécifique au niveau national. Mais les problèmes sont les mêmes dans tous les pays : la santé, l'alimentation, le logement, l'éducation, les personnes âgées... Les problèmes de base sont identiques, nous pouvons donc avoir des luttes communes pour tous les pays.

Pour le surplus, je vous invite à méditer cette idée puissante : peut-on imaginer un bateau avant d'avoir construit le premier bateau ? Peut-on imaginer un avion avant d'avoir construit le premier avion ? Les hommes peuvent donc créer des choses nouvelles, là où rien n'avait été trouvé dans le passé.

Les visionnaires ont toujours été traités d'utopistes. L'utopie, c'est quelque chose qui n'existe pas encore, mais qu'on pense pouvoir être réalisé. L'Histoire a démontré que les utopistes sont souvent des visionnaires, dont le seul tort est d'avoir raison avant les autres. Telle est notre responsabilité : montrer qu'on peut y

arriver. Notre faiblesse est de ne pas réussir à convaincre les autres que notre vision est possible. C'est trop facile d'incriminer « le contexte », les circonstances, l'adversité... Non : il faut toujours réfléchir à nos erreurs, aux fautes que nous avons commises. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut comprendre ce qui a manqué, comment on peut s'améliorer. Pour mieux réussir la prochaine fois.

**« Notre faiblesse est de ne pas réussir à convaincre les autres que notre vision est possible. »**

### A propos d'autocritique, quelles sont, selon vous, les erreurs principales de Syriza depuis son accession au pouvoir ?

Après les élections, le parti de Samaras était « sonné ». Idem au niveau européen. Face au changement majeur de la donne politique que constituait le triomphe de Syriza, Juncker et ses collègues étaient aussi un peu « perdus »... Mais, de l'autre côté, le gouvernement de Syriza avait également « la tête qui tourne ». Je pense qu'ils n'ont pas vraiment réalisé tout de suite qu'ils avaient gagné, ou du moins l'ampleur de leur victoire. Notre erreur principale est d'avoir perdu du temps, de ne pas avoir profité de ce moment pour prendre l'initiative. L'Union européenne ne savait vraiment pas comment réagir. C'est pour cela que, dans un premier temps, ils n'ont pas osé attaquer Tsipras de front.

Mais il se sont vite ressaisis. Depuis lors, ils ont retrouvé leurs marques et se sentent en confiance. Ils sont donc passés à l'attaque, sur tous les fronts, en essayant de déstabiliser la Grèce. Avec une tactique à deux niveaux. D'une part, en tentant de nous amadouer, en nous faisant les yeux doux. Et, de l'autre, en menant un travail de sape, nettement plus agressif. Du coup, la situation est beaucoup plus défavorable, aujourd'hui. C'est cela, notre plus grande erreur : trois mois ont déjà été perdus ! Aujourd'hui, en Grèce, qu'attend-on pour agir, par exemple vis-à-vis de la dette ? On peut la répudier avec un seul article de loi. Mais on ne l'a toujours pas fait...

**Au contraire, le ministre des Finances Varoufakis ne s'est-il pas engagé à honorer le remboursement intégral de la dette, et selon un calendrier inchangé ?**  
C'est vrai...

**Que pensez-vous de la Commission d'audit citoyen de la dette, initiée par Zoe Kanstantopoulou, la présidente du Parlement grec ?**

On se trouve actuellement en confrontation totale avec nos créanciers. J'ai plusieurs fois plaidé pour l'application d'un moratoire d'une an-

née sur le remboursement de la dette, non négociable. M. Rajoy, Premier ministre espagnol, peut prétendre avoir donné 26 milliards à la Grèce ; ce n'est pas vrai. Il « oublie » de défalquer les intérêts et autres frais liés. Dans les faits, si l'on compte tout ce qu'on a déjà payé, nous avons déjà largement remboursé ce qu'on nous a prêté. On peut lui dire d'aller se faire voir... On peut examiner le détail des emprunts grecs, tout ce qui a été payé. Le premier prêt contracté en 1824 vient seulement d'être remboursé il y a dix ans. C'est simple : il

suffit de réaliser un contrôle poste par poste, tout le monde peut examiner ce qui reste à payer. Si, durant cette année de moratoire, le gouvernement réussit à donner le pouvoir au peuple, nous n'aurons plus besoin de personne. Car ce sont les travailleurs qui produisent les produits et la valeur, pas l'argent. Si on donne un emploi à tous ceux qui peuvent travailler en Grèce, nous n'aurons plus besoin de personne. □

(1) Interview réalisée le 21 avril 2015.

# « LE CHANGEMENT EST EN MARCHE... »

**Pour Giorgos Karatsioubanis (Syriza) la négociation entre la Grèce et l'Union européenne se passe « mieux que prévu ».**

Propos recueillis par Denis Desbonnet et Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

**N**ous avons rencontré, Giorgos Karatsioubanis dans les couloirs du Parlement européen (1). Jeune membre du département de politique européenne de Syriza, il suit de près les négociations avec l'Union européenne et, en particulier, les points qui concernent l'agriculture. Il nous fait partager sa vision de ces négociations ainsi que leur contexte. Une bonne occasion d'appréhender ce qui se passe à ce niveau et les rapports de forces existants.

**Ensemble ! : Quelle est votre vision des négociations en cours entre le gouvernement Tsipras et la Troïka (Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne) ?**

**Giorgos Karatsioubanis :** Les négociations ont démarré juste après les élections du 25 janvier, avec la mise en place du nouveau gouvernement. Je dis bien « démarré », et pas « redémarré ». Car cela n'a plus rien à voir avec la manière dont cela se passait avec le gouvernement Samaras, qui recevait ses ordres de la Troïka et les exécutait servilement. La Troïka n'existe plus depuis le 25 janvier. Avec l'accord du 20 février, nous avons obtenu un délai de quatre mois pour le remboursement de la dette grecque. Ce qui ménage un espace pour le gouvernement Tsipras, lui permet d'avancer, dans la mise en œuvre de plusieurs projets de loi, sur des mesures importantes annoncées durant la campagne électo-



rale. Plusieurs d'entre eux sont déjà votés, d'autres suivent le processus parlementaire classique. Le premier concerne, bien sûr, le soulagement de la crise humanitaire. Un deuxième propose le remboursement de la dette en une centaine de « tranches ». D'autres projets sont en attente d'un débat au Parlement.

Pour ce qui est de la négociation au niveau européen, celle-ci se déroule mieux que prévu, même si, au niveau du groupe technique des institutions, cela s'avère parfois plus difficile. C'est sans doute plus dur pour ces techniciens de réaliser que cela ne se passe plus comme avant, qu'on remet tout à plat...

Le gouvernement grec a refusé les nouvelles mesures d'austérité exigées par l'Union européenne. Les autres privatisations que l'on voulait nous imposer ont été stoppées, à l'exception de quelques-unes - comme celle du port du Pirée, où on a signé un accord avec la compagnie chinoise candidate au rachat, mais après avoir vérifié que les clauses étaient conve-

**« Depuis les élections, l'espoir renaît, la psychologie de la population a changé : les gens attendent vraiment le changement. »**



## Législatives 2015

SYRIZA	36%
ND	27%
XA	6%
TO POTAMI	6%
KKE	5%
ANEL	4%
PASOK	4%

## Les gouvernements Grecs depuis 2009:

**Papandréou** (Pasok), d'octobre 2009 à novembre 2011.

**Papadimos** (Pasok + ND), de novembre 2011 à mai 2012.

**Pikramménos** (Gouvernement administratif de transition) de mai à juin 2012.

**Samaras** (ND + Pasok + Dimar en 2013-13 et ND-Pasok en 2012 - 2015) de juin 2012 à janvier 2015.

**Tsipras** (Syriza-Anel), depuis le 26 janvier 2015.

## Lexique

**ND** : Nouvelle démocratie, parti politique conservateur, fondé en 1974, membre du Parti populaire européen.

**Pasok** : Mouvement socialiste panhellénique, parti politique social-démocrate grec, fondé en 1974, membre du Parti socialiste européen.

**KKE** : Parti communiste de Grèce, fondé en 1918, interdit entre 1936 et 1974, actuellement non inscrit dans un groupe politique au Parlement européen.

**Syriza** : Coalition de la gauche radicale rassemblement de partis de gauche et d'extrême gauche fondée en 2004, membre de la Gauche unitaire européenne.

**Laos** : Alerte populaire orthodoxe, Parti d'extrême-droite anti-immigrés.

**Anel** : Grecs indépendants, parti de droite souverainiste, créé en 2012, membre du groupe des conservateurs et réformistes européens.

**XA** : Association populaire – Aube dorée, parti d'extrême droite néo-nazi, non inscrit dans un groupe politique au Parlement européen.

**Dimar** : Gauche démocrate, parti de centre gauche, issue d'une scission de Syriza en 2010.

**To Potami** : La rivière, parti centriste créé en 2014, membre de Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen.

**Gauche unitaire européenne (GUE)** : Groupe politique du Parlement européen regroupant des partis de gauche, de tendance socialiste, antilibérale,



Et pour d'autres privatisations en cours, on a obtenu des améliorations. Par exemple, pour les aéroports régionaux, où la durée des conventions a été raccourcie.

Ensuite, il y a la liste des réformes que Syriza s'est engagé à prendre, dans son « programme de Thessalonique ». Soit dit en passant, rien de très radical, ni même de particulièrement « de gauche ». Ce sont des me-

sident du Conseil, et le président de la Commission. Martin Schulz n'est là qu'à titre d'observateur, même s'il intervient beaucoup.

**Peut-on parler d'une vraie négociation, ou est-on toujours dans la logique du diktat, comme avec la Troïka ?**

Il y a bien une négociation ! Et totalement nouvelle. Car on a tout repris

## « En cas d'échec définitif des négociations, nous avons évidemment plusieurs scénarios alternatifs ! »



sures logiques, de simple bon sens, qu'un gouvernement « normal » aurait parfaitement pu prendre voici vingt ans. Aurait dû prendre : pour lutter contre l'évasion fiscale, réformer la bureaucratie étatique, tous ces problèmes endémiques qui handicapent la Grèce depuis des décennies.

Pour ce qui est du rapport de forces, dans les réunions du Conseil avec les vingt-huit chefs d'Etat, il y a clairement un bloc contre nous, autour de l'Allemagne et de l'Espagne – Rajoy est même parfois plus agressif que Merkel. Il est vrai que les élections espagnoles approchent, et qu'ils ont très peur de la « contagion » grecque, avec la percée de Podemos.

### Quel est votre interlocuteur, du côté européen ?

Ce qu'on appelle le *Brussels Group*. Il réunit, d'une part, les chefs d'Etat et de gouvernement et, de notre côté, une délégation du gouvernement grec. En parallèle à ce pôle politique, il y a bien sûr aussi des discussions plus techniques qui se mènent entre experts, sur divers aspects particuliers. Nous négocions avec le président du Parlement européen, le pré-

de zéro : nous ne nous sentons pas du tout engagés par les concessions ou, plus exactement, par les renoncements inadmissibles des gouvernements précédents. La méthode est tout à fait différente de celle qui présidait aux négociations entre la Troïka et le gouvernement Samaras. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si celui-ci avait fixé les élections au 25 janvier 2015, espérant nous mettre en difficulté majeure dès le début. Il savait que, fin février au plus tard, il y avait une grosse échéance pour le remboursement de la dette. Son hypothèse était que nous ne serions qu'une « parenthèse de gauche », que nous ferions juste un petit « intérim », avant d'être contraints d'organiser des élections anticipées. Cette parenthèse, paraît-il, se refermerait rapidement, sur un désastre pour Syriza, et son grand come-back.

Au niveau européen aussi, certains tablaient sur le retour très rapide des « amis », comme disait Juncker. Mais tous ont dû déchanter : à présent, ils commencent à mesurer leurs illusions : nous sommes là pour rester et nous pouvons renverser le rapport de forces. Le temps où l'on dictait à la Grèce la politique qu'elle devait mener, c'est fini ! Même les partis de gauche « classique » ont eu des difficultés à prendre conscience de ce changement.

Par contre, au niveau européen, les syndicats, les mouvements sociaux, les partis de la gauche radicale ont, eux, bien plus vite compris la situation. Au Parlement, la majorité des Verts soutiennent notre position et partagent une bonne part de nos analyses. Et c'est même le cas de certains élus sociaux-démocrates, qui s'élèvent contre l'austérité.



**Y-a-t-il un contrôle du Parlement européen sur la position de la Commission européenne vis-à-vis de la Grèce, voire un soutien à travers le vote de résolutions, qui vous seraient favorables ?**

On n'en est pas encore là ! Déjà, pour le vote d'une résolution, avec l'actuelle majorité politique de l'Union, dominée par la droite, ce n'est pas possible. Mais on joue sur toutes ces contradictions. On essaie aussi d'élargir le front de résistance au niveau international, en organisant par exemple la visite du vice-Premier ministre en Chine...

**Pour revenir au Parlement européen, exerce-t-il un contrôle sur ces négociations ?**

Oui et non... Ce n'est pas facile, avec tout ce qui se passe actuellement, comme l'urgence face au drame des migrants en Méditerranée. Outre la Gauche unitaire européenne (GUE) (2), les Verts voulaient la tenue d'un débat sur la situation générale en Grèce, mais cela a été rejeté par les autres groupes. Toutefois, il y a d'autres lieux où l'on peut faire avancer les choses : divers rapports sont en discussion au sujet d'enjeux qui concernent directement la Grèce.

**Et si les négociations en cours ne débouchent pas sur un accord, quelle alternative envisagez-vous ?**

Il est trop tôt pour se lancer dans de telles spéculations. Si un tel blocage devait arriver, nous aviserons. Cependant, contrairement à ce qu'on dit parfois, en cas d'échec définitif des négociations, nous avons évidemment plusieurs scénarios alternatifs : demander à la population de se prononcer par référendum, aller aux élections... Mais on ne va pas annoncer à l'avance ce qu'on pourrait faire : quand on joue une partie de poker, on ne montre pas toutes ses cartes ! Tout change en Grèce. Depuis les élections, l'espoir renaît, la psychologie de la population a changé : les gens attendent vraiment le changement. Si le gouvernement échoue, le risque, c'est que ce soit la porte ouverte à Aube dorée (NDLR : le parti néo-nazi qui a remporté 7 % lors des dernières élections). Cela aussi c'est, paradoxalement, une carte qui joue en notre faveur. Je ne pense pas que les dirigeants européens préfèrent un tel scénario, ni qu'ils soient prêts à en prendre le risque.

**L'Union européenne a-t-elle peur des conséquences potentielles de**

**vos mise en échec ?**

C'est clair : si la Grèce faisait défaut, ce serait une catastrophe pour toute l'Europe. C'est pour cela qu'ils n'osent plus exercer une pression aussi extrême contre nous. On n'en est plus au temps, pas si lointain, où la version allemande du *Financial Times* faisait sa Une en grec avec, en couverture, « Ne votez pas pour des forces irresponsables ! », c'est-à-dire pour Syriza. Ils n'osent plus faire ce genre de choses. Bien sûr, les médias restent haineux à notre égard : nous y sommes habitués... Les journaux et les télévisions privées sont aux mains des magnats de la finance, qui ne sont pas nos amis, et le sont encore moins depuis les mesures que nous avons annoncées.

Vous pouvez nous croire : le changement est en marche en Grèce. Et nous appelons les peuples à se soulever contre les politiques d'austérité, partout en Europe. □

(1) Interview réalisée le 21 avril 2015.

(2) GUE : Groupe politique du Parlement européen regroupant des partis de gauche, de tendance socialiste, antilibérale, anticapitaliste, écosocialiste, communiste ou post-communiste : Die Linke, Front de Gauche, Syriza, Podemos...

# « IL FAUT CONSTRUIRE UNE ALTERNATIVE »

Pour Panagotis Sotiris (Antarsia), la gauche au pouvoir en Grèce bute sur son refus de penser une stratégie de rupture vis-à-vis de l'Union européenne.

Propos recueillis par Denis Desbonnet (CSCE)

**P**rofesseur de philosophie politique et sociale à l'Université d'Égée à Mytilène, Panagiotis Sotiris est également un des dirigeants d'Antarsia (Coopération Anticapitaliste de Gauche pour le Renversement), un front d'organisations de gauche radicale, extérieur à Syriza. Cette coalition a recueilli moins de 40.000 votes lors des dernières élections de 2015. Même si son organisation est margi-

nale en termes électoraux, son engagement social et son indépendance vis-à-vis de Syriza permettent à Sotiris de porter un regard de gauche critique sur les premiers mois d'action du gouvernement Tsipras : « Je ne suis pas sûr du tout que le groupe dirigeant de Syriza soit prêt à la rupture nécessaire. Bien sûr, je le souhaite, mais je suis sceptique. »

Rencontre.



⇒ anticapitaliste, écosocialiste, communiste ou post-communiste : Die Linke, Front de Gauche, Syriza, Podemos, etc.

## Le programme de Thessalonique

Le programme électoral de Syriza a été dévoilé le 13 septembre 2014 dans un discours d'Alexis Tsipras prononcé à l'occasion de l'Exposition internationale de Thessalonique (1). Il part du constat suivant : « *Le néolibéralisme a échoué. Le réalisme impose le choix du progrès pour sortir de la crise. Celui de la solidarité et de la justice sociale et non pas celui de l'exténuation.* ». Le leader de Syriza a indiqué que son élection constituerait « *un mandat de négociation qui vise à l'effacement de la plus grande partie de la dette nominale pour assurer sa viabilité* ». Il s'est engagé à « *remplacer dès les premiers jours du nouveau gouvernement – et indépendamment des résultats attendus de notre négociation (NDLR : européenne sur la dette) le mémorandum par un Plan National de Reconstruction* ». Ce plan comprend :

1. Des mesures pour remédier à la crise humanitaire (énergie gratuite pour les ménages sous le seuil de pauvreté, subventions alimentaires pour 300.000 familles, soins médicaux gratuits pour tous, relèvement progressif des petites retraites, réduction des prix des transports publics...);
2. Des mesures pour la relance de l'économie (échelonnement du remboursement des dettes vis-à-vis de l'Etat et des créanciers privés, plafonnement des remboursements en fonction des moyens du débiteur, abrogation de la nouvelle taxe foncière, restauration d'un seuil de non-imposition à 12.000 euros par an, création d'une taxe sur la grande propriété, restauration du salaire minimum à 751 euros par mois...);
3. Un plan national de lutte contre le chômage et d'amélioration de la situation du marché du travail (restauration du droit du travail et des conventions collectives, création immédiate de 300.000 emplois publics et privés, élargissement des catégories bénéficiaires de l'assurance chômage...);
4. Le rétablissement institutionnel et démocratique du système politique

⇒ **Ensemble ! : Quelle analyse faites-vous de la victoire spectaculaire de Syriza et de l'avènement du gouvernement Tsipras ?**

**Panagotis Sotiris** : Avant 2012, les scores électoraux de Syriza tournaient autour de 5 à 6 %, pas davantage. La victoire électorale de 2012 s'explique par les terribles bouleversements que la société grecque a subis : une crise sociale sans précédent depuis la Deuxième Guerre mondiale, une détérioration catastrophique des salaires, des droits sociaux, etc.

Enfin, en réaction, il y a eu un mouvement de protestation populaire d'une ampleur inédite, avec une séquence de luttes d'une intensité exceptionnelle, entre 2010 et 2012. Ce qui a créé les conditions d'une nouvelle alliance dans la gauche populaire. Ce contexte a forgé une identité commune au sein des couches populaires inférieures – y compris les petits commerçants, les classes moyennes, qui ont été frappées de plein fouet.

Cela a produit une unité très originale dans la lutte, principalement dans le mouvement d'occupation des places, en 2011. Ce qui est nouveau dans ce mouvement, c'est la rencontre sur le terrain, dans la rue, du mouvement ouvrier traditionnel syndical et de gens nouveaux, radicalisés par la crise, et actifs pour la première fois de leur vie. Un prolétariat inorganisé, une bonne part de la jeunesse, toutes sortes d'acteurs différents. En outre, il y a eu des dizaines de grèves générales, des initiatives de solidarité dans les quartiers, un grand mouvement de désobéissance contre certaines taxes particu-

d'austérité. Ces gouvernements appliquaient aveuglément les diktats de l'Union européenne, du FMI et de la Banque mondiale, de manière totalement anti-démocratique, sans faire aucune concession devant la révolte populaire. Cette impasse, cette évolution « post-démocratique » qui ne respectait même plus le cadre élémentaire de la démocratie parlementaire « classique », a mis en lumière la nécessité d'une rupture politique. Cette combinaison de facteurs a permis l'explosion électorale de Syriza en 2012. Et cela, parce que c'était la seule force politique de gauche, déclarée et crédible candidate au pouvoir, le Pasok étant complètement discrédité sur ce plan. Il faut reconnaître que Syriza a été capable de répondre à cet enjeu central, en apparaissant comme l'incarnation de cette alternative tant souhaitée.

Le problème, c'est que, dès que cette perspective d'une arrivée au pouvoir est devenue tangible, à partir de 2012, Syriza a commencé à se comporter comme « un gouvernement en attente », en se déplaçant vers des positions de plus en plus droitières et soi-disant « réalistes ». Parallèlement, cette quasi-certitude de la victoire toute proche, s'ajoutant à l'épuisement du mouvement social, après ces mois de combat infructueux, a mené à une baisse sensible de la mobilisation populaire. Certes, il y a encore eu des luttes importantes et emblématiques : celle des travailleurs de l'ERT, ou des fonctionnaires virés des services publics. Mais le reflux était bien là.

Cet infléchissement au sein de Syriza s'est encore accentué avec son nou-

**« Ce qui se déroule actuellement, ce n'est pas une négociation, c'est une extorsion ! »**

lièrement injustes. Bref, une extraordinaire mobilisation sociale, sur fond de crise majeure. Ce qui bien sûr a provoqué des ruptures politiques, et l'ouverture de potentialités inconnues jusque-là. A un point tel que la question du pouvoir gouvernemental s'est clairement posée. Car, dans les années 2010 à 2012, le mouvement social a vraiment fait tout ce qui était humainement possible, en terme de pression sur les gouvernements

veau succès électoral en 2015, et avant cela, l'adoption du « programme de Thessalonique », en 2014. Un programme de « sauvetage social », très modeste en fait, et déjà bien moins radical. Mais notre critique principale ne porte pas là-dessus. Le plus grave, c'est que même ce programme modéré, tout à fait compatible avec le « devoir fiscal » et une certaine poursuite de l'austérité, a été abandonné par Syriza, pour se conformer aux

exigences de l'Union européenne et du FMI. A chaque épisode des négociations en cours avec les « Institutions » - en clair, l'ancienne Troïka à peine reliftée – on a bien vu que ce programme ne pourra être mis en pratique. D'ailleurs, le gouvernement grec lui-même ne s'en cache plus.

Ce qui se déroule actuellement, ce n'est pas une négociation, c'est une extorsion. Autrement dit, la continuation de l'austérité, et l'application totale du programme néo-libéral. Du point de vue de la Commission européenne, de la BCE et du FMI, l'agenda est clair. C'est encore et toujours la même injonction : l'application de mesures antisociales inhumaines. Ce qu'ils exigent, c'est une capitulation pure et simple, la négation absolue du programme de Thessalonique. Y compris dans ses aspects les plus élémentaires, d'urgence humanitaire ! Or, face à cette intransigeance barbare, le gouvernement Tsipras a déjà fait des concessions très nettes.

Ce qu'il faut saisir, c'est que l'accord signé avec les institutions ne vise pas d'abord à garantir le paiement de la dette, ni à assurer une « prudence fiscale ». Le but premier est de réaffirmer le droit absolu de l'Union européenne à dicter la politique économique et fiscale de tout Etat membre, pas seulement de la Grèce – même si celle-ci est clairement devenue le terrain d'expérimentation de cette « gouvernance européenne ». En d'autres termes, ils veulent imposer une « surveillance disciplinaire », implacable et non négociable. Ce n'est qu'à ce prix qu'ils sont prêts à prêter leurs fonds.

Il ne s'agit donc pas de simples « mesures budgétaires ». Ce qui est exigé, c'est la mise en oeuvre de réformes de fond, structurelles, calquées sur le « modèle » néo-libéral. Une offensive généralisée contre toute forme d'Etat social : dans les relations de travail, le régime des pensions, le système de santé, l'enseignement, la justice... Et, bien sûr, un programme systématique de privatisations. Une mise sous tutelle permanente qui implique le renoncement à toute souveraineté au niveau national, celle-ci étant désormais réservée à la seule Union européenne. Laquelle exige donc d'avoir le dernier mot sur chaque mesure proposée par le gouvernement grec.

## « Pour un gouvernement de gauche, appliquer l'austérité, qui plus est sur ordre de l'Europe, c'est le pire des scénarios. »

**Ce qui nous ramène au débat sur la sortie ou le maintien dans l'Union européenne, et d'abord dans la zone euro...**

En effet. On bute sur la conception dominante, même à gauche, qui affirme qu'« on ne peut pas sortir de l'Union européenne ». Fondamentalement, la question n'est pas de savoir si les réformes proposées par le gouvernement Tsipras sont « maximalistes » ou « minimalistes ». Mais bien de savoir s'il est possible de me-



*Pour Panagiotis Sotiris, l'un des dirigeants d'Antarsia, le gouvernement grec doit rompre plus radicalement avec l'Union.*

ner ne fût-ce qu'une politique réformiste, « radicale » ou non, dans le cadre de cette Union telle qu'elle a été conçue. Ce refus à gauche de penser toute stratégie de rupture vis-à-vis de cette Europe-là : voilà le problème ! La réponse à la question, on l'a déjà, sous nos yeux. L'Union ne tolère aucune dérogation à ses règles, n'est prête à aucune concession. Ce que je dis là, ce ne sont pas des spéculations : c'est la réalité brutale, telle qu'on peut la constater, jour après jour. Dans les discussions actuelles, le gouvernement Tsipras est impuissant, contrairement à ce qu'il prétend. Il est incapable d'exercer la moindre pression sur l'Union, c'est même tout le contraire !

Hélas, certains camarades de la gauche radicale ont, depuis des années, mené une vraie diabolisation de la sortie de l'euro, et de l'Europe. C'est ahurissant. On voit des économistes qui se disent marxistes présenter cette perspective comme une catastrophe, voire l'apocalypse... Mais enfin, la fin de l'euro, ce n'est pas la fin de l'Histoire, ni la fin du monde ! Et, en tout cas, quelles que soient les réelles difficultés que cela entraînera inévitablement, ce sera toujours préférable à l'impasse actuelle. Quand on voit ce que l'appartenance à l'Union européenne et à la zone euro a produit comme effets désastreux depuis vingt ans... Et, aujourd'hui, le carcan qu'elle représente, interdisant toute autre politique que l'austérité la plus brutale.

La position du gouvernement grec se place dans des contradictions insurmontables. Je pense que le calcul de Tsipras est de gagner du temps, de faire durer le plus possible la négociation. Pour que celle-ci s'enlise sans aboutir à un grand accord. C'est peut-être aussi l'espoir secret de l'Union européenne : un processus sans fin, ponctué de « crises » artificielles, histoire de maintenir une pression continue sur la Grèce.

Bien sûr, Tsipras assure qu'il n'acceptera pas de franchir certaines « lignes rouges ». Mais c'est illusoire, tant la pression est énorme. J'ignore ce qui prévaudra, entre cette conclusion d'un grand accord ou un processus plus lent. De toute façon, cela ne changera pas la tendance générale : ce qui est recherché, c'est la capitulation pure et simple du gouvernement grec, en juin ou au plus tard à l'automne prochain. Et je ne suis pas sûr du tout que le groupe dirigeant de Syriza soit prêt à la rupture nécessaire. Bien sûr, je le souhaite, mais je suis sceptique.

**Quel est le sentiment populaire face à l'évolution des négociations et de la politique gouvernementale ?**

Aujourd'hui, Syriza jouit d'un relatif état de grâce. Il n'est pas obligé de payer le prix électoral et politique de ses choix : malgré ses reculs, il continue à jouir d'une grande popularité. ↗

⇒ (décentralisation de l'Etat, renforcement du rôle du parlement et de la participation citoyenne, recréation d'une télévision publique...).

(1) <http://syriza-fr.org/2014/10/03/discours-de-alexis-tsipras-a-lexposition-de-thessalonique/>

## Réalisations du Gouvernement Tsipras quatre mois après son élection :

- ▷ loi d'aide humanitaire pour les plus pauvres (fourniture gratuite d'électricité, aide au logement, aide alimentaire) ;
- ▷ fermeture des camps de rétention pour les immigrés et libération des détenus ;
- ▷ fermeture des prisons de haute sécurité ;
- ▷ création d'une commission d'audit de la dette ;
- ▷ échelonnement des mensualités pour les citoyens ayant des dettes envers l'Etat ;
- ▷ création d'un ministère de lutte contre l'évasion fiscale, qui a déjà permis l'arrestation sur base de la « liste Lagarde » d'un des principaux oligarques ;
- ▷ lancement de la réouverture de la télévision publique ERT ;
- ▷ dépôt au Parlement d'une série de projets de lois issus du programme de Thessalonique : interdiction de la vente aux enchères des domiciles de particuliers, naturalisation des immigrés de la deuxième génération, révocation des licenciements de fonctionnaires depuis 2010 et premiers réengagements.

D'autres mesures ont été annoncées, mais leur mise en œuvre a été remise à plus tard : restauration des conventions collectives, rétablissement du salaire minimum à 740 euros (montant d'avant le *Memorandum*). A propos des privatisations, le gouvernement grec a abandonné l'idée de revenir sur les privatisations déjà réalisées ou en cours (port du Pirée, PMU, ...) mais il semble refuser d'en initier de nouvelles.

⇒ Deux éléments jouent pour lui. D'une part, il n'a pas de véritable opposition, et ce même si les médias, le Pasok et la Nouvelle Démocratie mènent une campagne hystérique contre Syriza. Ces partis se sont ridiculisés et souffrent d'un total discrédit.

D'autre part, il y a le contexte social. Après cinq ans d'agressions sans précédent en Europe, la population consacre une bonne part de son énergie à sa survie. Ces expédients lui permettent de sortir un peu la tête de l'eau. Donc, la situation est toujours

critiques contre le gouvernement. Et l'émergence d'un débat sur la nécessité de traduire ce front de résistance en force militante, organisée, sans doute minoritaire, mais quand même influente.

**Quelle alternative préconisez-vous pour renverser la politique que vous jugez trop « conciliante » de Syriza et du gouvernement ?**

Tout d'abord, pour la dette publique grecque, il faut donc être prêt à « faire défaut », en s'appuyant sur les

## « L'Union européenne veut imposer son droit absolu à dicter la politique économique et fiscale de tout Etat membre, pas seulement de la Grèce. »

très pénible, mais elle n'est plus aussi critique qu'il y a un ou deux ans. De ce fait, une partie de l'électorat de Syriza a intégré une mentalité fataliste, du type : « *Même s'il ne fait pas grand chose, mieux vaut ce gouvernement que le précédent, qui nous attaquait sans arrêt.* » Le simple fait de ne pas s'attendre chaque jour à une nouvelle baisse des salaires ou à de nouvelles taxes, c'est « déjà mieux ».

Si l'on poursuit dans la même voie, nous concéderons fatalement de plus en plus de mesures antisociales. Ce qui serait une catastrophe bien plus grande que celle provoquée par *Samaras & C°*. Car, pour un gouvernement de gauche, accepter de mener une politique d'austérité, c'est vraiment ce qui peut arriver de pire. Pour lui, et pour sa population ! Si ce scénario pessimiste devait se confirmer en Grèce, cela entraînerait une terrible démoralisation des couches populaires, et la possibilité d'une contre-attaque des forces du système, qui se préparent déjà à une telle confrontation. Sans parler d'Aube dorée, qui est un peu sur la touche, mais pas mort, et toujours crédité de scores importants, jusqu'aujourd'hui de 7 %, malgré le procès pour meurtres de ses dirigeants.

Cela dit, il faut aussi souligner qu'il y a un certain décalage entre les gens organisés, les militants, les étudiants, les syndicalistes et le public plus large. Dans les milieux mobilisés, il y a déjà des réactions à ces reculs, des

conclusions de l'audit. Pour l'autre grande question « tabou », celle de la sortie de l'euro (et, au-delà, de l'Union européenne), fondamentalement, ce n'est pas une question « technique », monétaire, mais bien *politique*. Le fond du problème, c'est que toute la construction européenne est orientée vers un seul but, l'austérité, cette logique néo-libérale. L'Europe des 28, c'est l'austérité.

Enfin, on a besoin d'un programme de nationalisations. Nous avons subi une terrible vague de privatisations, il faut la renverser. En commençant par le secteur bancaire, dont dépend tout le reste. Celui-ci ne doit sa survie qu'au sauvetage par l'Etat, avec l'argent public, c'est-à-dire notre argent, à coups de milliards... Cela justifie son étatisation et son utilisation pour le refinancement de l'économie nationale, à travers des projets vraiment utiles à la population.

Cette réforme à la fois radicale, urgente et concrète, vu la spécificité de la conjoncture grecque, permettra de réduire considérablement l'endettement du pays. A plus long terme, il faudra évidemment prendre une série d'autres mesures, autour de ce que nous appelons « la reconstruction productive ». Un nouveau modèle de développement, basé sur l'autogestion et le contrôle ouvrier, inspiré d'expériences historiques positives bien connues. Cette alternative est, non seulement possible, mais plus nécessaire que jamais. □